

Bulletin d'histoire politique

Gilles Paquet, Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité, Montréal, Éditions Liber, 1999, 159 pages

Gilles Piédalue

B
H
P

Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060224ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060224ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Piédalue, G. (2000). Compte rendu de [Gilles Paquet, Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité, Montréal, Éditions Liber, 1999, 159 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 382–388.
<https://doi.org/10.7202/1060224ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

faire des déficits (p. 224). Il énonce aussi les principes d'un fédéralisme renouvelé dont la levée des restrictions aux compétences des provinces (p. 227), un pouvoir fédéral limité aux affaires extérieures, à la défense et à certaines dimensions de la justice et de la police (p. 227), le droit des provinces de se soustraire aux décisions collectives et peut-être celui de sécession (p. 228), le droit des provinces d'offrir des services sur l'ensemble du territoire de la fédération (p. 229). La seule limite à la souveraineté provinciale serait l'interdiction du protectionnisme sous toutes formes vis-à-vis du reste du Canada et du reste du monde (p. 227).

Il conclut que la piètre performance de notre économie est liée au carcan étatique depuis trente ans et que celui-ci contribue à perpétuer le retard du Québec (p. 231). Il souhaite aux Québécois de découvrir l'ivresse de la « glasnost », la politique étant l'obstacle principal à un progrès durable qui comblerait nos retards (p. 232). Connaissant le sort de la population russe depuis l'effondrement de l'État soviétique, on dénote dans ce dernier souhait une pointe d'ironie certaine, un certain cynisme. Cette dernière remarque nous rappelle que le désengagement brutal de l'État a des conséquences dramatiques que l'auteur fait mine d'ignorer. Migué souhaite l'avènement d'une économie mondiale libérée de toutes formes de contraintes politiques ou sociales. On a le sentiment qu'il ne croit ni à l'État-nation, ni au fédéralisme, ni au gouvernement local, ni à la « société civile » comme mode d'organisation. En définitive, ce qu'il propose c'est l'anarchie par le marché international, marché dirigé principalement par la main fort visible du grand capital. Probablement partagée par les membres de l'Association des Banquiers canadiens et du FMI, cette vision tend à s'imposer depuis la fin de la guerre froide.

Gilles Piédalue

Chercheur, Université du Québec à Montréal

Gilles Paquet, *Oublier la Révolution tranquille, pour une nouvelle socialité*, Montréal, Éditions Liber, 1999, 159 pages.

Après le pamphlet vitriolique de Jean-Luc Migué contre la démocratie sociale au Canada, vient l'ouvrage sur la Révolution tranquille de Gilles Paquet, un autre membre du nouvel Institut économique de Montréal. Inspirés de la même philosophie économique et sociale, les deux documents vont dans le même sens et se complètent.

Paquet fait l'hypothèse que la Révolution tranquille, ou l'avènement de l'État centralisateur, a eu des effets néfastes sur la croissance économique du Canada, du Québec en particulier (p. 7). Dénonçant autant l'interventionnisme

de l'État fédéral que celui de l'État provincial, les fédéralistes que les souverainistes, il entend proposer une cosmologie de rechange (p. 8). Il tente laborieusement de nous initier aux concepts subtils qui fonderaient la société postmoderne.

Se démarquant du credo dominant, l'auteur fait trois constatations : 1) de 1870 à 1960, la croissance économique du Québec a suivi celle de l'Ontario, après un écart négatif se creuse par rapport à l'Ontario (p. 12) ; 2) le chromo misérabiliste du Québec souffrant d'un conservatisme chronique avant la Révolution tranquille ne résiste pas à l'examen des archives (p. 13) ; 3) son expérience personnelle du Québec des années 1950 est celle d'une société où la critique sociale s'exprimait avec effervescence (p. 13). L'aveuglement des élites canadienne et québécoise viendrait du fait que la dénonciation de l'ordre traditionnel convenait d'abord aux progressistes qui imputaient aux valeurs traditionnelles le retard économique et social et permettait de défendre le dirigisme d'État (p. 15). Cette caricature aurait aussi convenu aux nationalistes qui attribuaient à la tradition et aux élites les lenteurs de l'accession à la souveraineté (p. 15). Magnifiant le rôle de l'État, ils auraient vu dans son renforcement le premier pas vers l'émancipation (p. 15).

Pour Paquet, la vitesse et le succès du développement économique dépendent de la richesse du soubassement socioculturel sur lequel l'économie est construite (p. 16). À mesure que le gigantisme de l'État s'affirme et qu'il amoindrit cette capacité à collaborer, l'économie périlite (p. 19). Il voit dans cette érosion du capital communautaire la cause probable des difficultés récentes rencontrées par le mouvement Desjardins et le Québec Inc. (p. 19).

La mondialisation du marché allant s'accroissant, les économies se trouvent de plus en plus exposées à la concurrence. L'intégration économique internationale entraînant la désintégration nationale, des pans entiers des économies vont dépendre de moins en moins de leur entourage national et de plus en plus des grands réseaux internationaux (p. 34-35). La séquence des événements serait prévisible : déterrorisation et délocalisation de l'activité économique, concurrence accrue, internationalisation de la production, oligopolisation sociale, protectionnisme et corporatisme, etc. (p. 35).

Contrairement à ce que soutient l'auteur, ces nouvelles tendances pourraient aussi permettre la renaissance d'entités nationales jusqu'ici déchirées et éparpillées. Loin d'être morts, les nationalismes pourraient connaître une résurgence inattendue.

Dans la nouvelle économie, la socio-économie québécoise sera de plus en plus fragmentée et les conflits opposeront bien moins le capital et le travail que les groupes mobiles et innombrables conditionnés par la diversité de leur appartenance et de leurs projets (p. 36). Dans un monde où les ententes de libre-échange se multiplient, la possibilité de recourir à la main-

d'œuvre étrangère accroîtra la précarité du travail (p. 36). La main-d'œuvre pourrait être composée aux trois quarts de pigistes, dans une société temporaire où la précarité serait généralisée, la sous-traitance un mode de vie et l'adaptation rapide obligatoire (p. 36-37). Dans une socio-économie vieillissante, où les droits sociaux semblent difficilement négociables, où il y a tendance à chercher moins la productivité accrue que l'indexation des salaires et le droit à l'immobilisme, un certain protectionnisme déguisé et croissant serait probable (p. 37).

L'auteur s'inspire d'une théorie de développement social fondée principalement sur des facteurs exogènes (modifications de l'environnement économique et technologique). Pourtant l'événement le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale est d'abord politique, l'effondrement du bloc soviétique. Si les entreprises s'internationalisent, il n'y a pas de raisons de penser que les grands syndicats ne puissent en faire autant et faire contrepoids au gigantisme des entreprises transnationales.

Les dernières décennies sont marquées par l'émergence de l'économie de l'information et par les changements sociaux qu'elle induit. La socio-économie québécoise serait devenue postmoderne, soit spectrale, fragmentée et évanescence (p. 24). Trop homogénéisant et centralisateur, l'État-nation ne pourrait satisfaire les besoins de ce type de société. La nouvelle vision économique reposerait sur la décentralisation des efforts. Elle implique la privatisation d'une partie de l'appareil de l'État, son cantonnement dans un rôle subsidiaire, le retour aux régions, la célébration de l'entrepreneuriat, une économie de réseaux à l'opposé du triomphalisme keynésien, la revitalisation des communautés locales (p. 42).

L'auteur est conscient que la précarité de l'emploi sera le principal effet de la concurrence sur une petite économie ouverte et balkanisée (p. 51-53). Dans un monde en perpétuel changement, il constate un degré croissant d'anomie dans les interactions humaines, l'absence de structure de rechange pour la famille et le milieu de travail (p. 54). Pour maîtriser cet environnement, il parie sur l'apprentissage organisationnel, un concept flou qui permettrait un ajustement rapide au changement (p. 54). Dans la société temporaire qui serait la nôtre, il dénonce comme des vices la prudence, le conformisme, la constance et la lenteur. Face à cette mutation majeure, Paquet invite à l'imprudence intellectuelle pour inventer de nouveaux moyens d'accommodement (p. 55). Si Migué souhaitait avec cynisme une *glasnost* aux Québécois, Paquet voudrait qu'ils construisent sur le socle fissuré de communautés locales anémiques ou imaginaires. Conscient de la fragilité de sa proposition, l'auteur insiste malgré tout sur la nécessité d'édifier sur ce sable mouvant.

Le déterminisme pessimiste de l'auteur fait subitement place à un optimisme volontariste déroutant. Au moment où la famille, la religion et les

communautés de base ne seraient plus, il recherche une alchimie nouvelle susceptible de recréer les solidarités locales indispensables au développement économique sans recourir à l'État ou à la fibre nationale. Une chose est pourtant certaine, l'effacement des pouvoirs des États sera compensé par la mise en place d'une superstructure internationale investie de pouvoirs politiques et économiques beaucoup plus étendus que ceux détenus présentement par les États.

La performance d'un système social se mesurerait par sa capacité à apprendre et à se transformer. Selon l'auteur, cet apprentissage collectif peut être retardé par des élites qui imposent des logiques dominantes trop réductrices (p. 60). Dans le cas québécois, on serait amené à privilégier deux voies de sorties de crises d'identité, soit dans une anglo-saxonisation mentale du Québec par la célébration exclusive des droits individuels et l'assimilation à l'*ethos* anglo-saxon, soit par un projet souverainiste qui rebâtirait sur le socle d'un collectivisme étroit et fondamentalement ethnociste (p. 65).

À la recherche d'une troisième voie, l'auteur constate le peu de place accordée à l'examen des progrès d'une identité québécoise ouverte et pluraliste, depuis longtemps en construction (p. 66). Cet examen permettrait de déborder le choix simpliste entre le projet souverainiste et le carcan fédéraliste. Il mettrait en évidence le fait que le Québec est déjà postmoderne, qu'un rattrapage n'est pas nécessaire, qu'on peut être moderne sans rompre avec son passé, que le projet souverainiste n'est pas le détour obligé d'un processus d'émancipation (p. 77-78). Paquet avance l'idée d'un ordre social fondé sur l'empathie, construit sur le tact et la civilité, sur des solidarités faites d'identifications fluides, de tribus virtuelles (p. 79). La méfiance croissante des citoyens envers les gouvernements actuels ferait que la recherche de cette nouvelle identité ne pourrait se faire qu'au niveau des communautés de base. Celles-ci détermineraient elles-mêmes le degré tolérable d'errance identitaire, d'ethnicité fuyante (p. 81). La nouvelle citoyenneté se voudrait à la fois anticosmopolite et antiparticulariste, entre une citoyenneté à la Trudeau fondée sur les droits individuels et celle de Parizeau ancrée dans des références aux Québécois de souche (p. 82).

Cette vision libertaire de la nouvelle dynamique sociale avancée par Paquet rappelle vaguement celle des utopistes de la première moitié du XIX^e siècle. Comme les tentatives des Communards du siècle dernier, les gouvernements spontanés des communautés virtuelles ne survivraient pas longtemps à la pression de grandes coalitions ou au brouillage du réseau de communication. Encore plus fragiles qu'anticipées, ces communautés reposeraient sur l'air du temps.

Paquet revient ensuite sur son hypothèse principale : une partie du succès économique du Québec avant 1960 s'explique par la richesse de son capital social, tandis qu'après, l'érosion de ce capital par un État de plus en plus

interventionniste a entraîné un déclin économique (p. 87). La dilapidation des acquis construits autour de la famille, de la communauté et de la religion par la Révolution tranquille aurait joué un rôle négatif en affaiblissant les communautés d'action (p. 88). Il dénonce les interventions destructrices des gouvernements fédéral et provincial (p. 89-90). Il impute les difficultés actuelles rencontrées par le mouvement coopératif (dans le Mouvement Desjardins entre autres) et par les partenariats soudant l'État québécois au secteur privé (le Québec Inc.) à l'affaiblissement du coefficient de solidarité nécessaire à cette concertation (p. 91-92).

Les tentatives de centralisation de Desjardins et de Québec Inc. n'auraient pas cadré avec les impératifs de régionalisation et de décentralisation imposés par la nouvelle économie (p. 92-94). Adoptant le comportement affairiste d'une société par actions, le Mouvement Desjardins aurait pris ses distances par rapport aux impératifs de solidarité et de capitalisme communautaire qui l'avaient porté depuis sa fondation (p. 94-95). Pour relancer le Mouvement, Paquet suggère à Desjardins d'adopter un discours coopératif mieux adapté, d'augmenter le contrôle des sociétaires, etc. (p. 96). Si l'auteur traite du Mouvement Desjardins, il ne fait aucune mention du comportement des banques canadiennes. Comme celles-ci ont toujours négligé les régions, elles devraient être théoriquement en mauvaise posture, ce qui n'est pas le cas. Celles-ci jouent depuis des décennies la carte de la concentration et de l'internationalisation de leurs opérations.

Si les années 1960 ont été marquées par la création des grands outils de développement économique, les années 1970 virent naître la première génération de grandes entreprises québécoises, les partenariats avec l'État québécois et les efforts de concertation entre les principaux agents économiques (syndicats, mouvement coopératif, grandes entreprises, État). C'est l'apogée du Québec Inc. (p. 96-97). Par contre, durant les années 1980 et 1990, des récessions successives, des interventions malheureuses de l'État, son désengagement progressif à partir de 1985 et l'attitude moins conciliante des entrepreneurs auraient miné le modèle de concertation et donné le coup de grâce au Québec Inc. (p. 97-98).

Dans son analyse du cas de Québec Inc., l'auteur associe existence d'une concertation des agents économiques et l'importance du capital social. Cette association semble forcée. Les liens qui unissent les sociétaires du mouvement coopératif sont d'une nature bien différente de ceux qui rassemblaient les participants aux sommets économiques. En faisant cette association, l'auteur est amené à saluer l'effort de concertation mené par le gouvernement Lévesque à la fin des années 1970 et à privilégier cette forme de corporatisme. L'amenuisement de cet effort expliquerait en partie les difficultés récentes rencontrées par le Mouvement Desjardins et le Québec Inc. (p. 99).

Son chapitre sur l'habitus centralisateur et la gouvernance distribuée reprend la plupart des thèmes chers aux membres de l'Institut économique de Montréal. Dans un univers marqué par une concurrence internationale accrue, la centralisation du pouvoir fédéral nuirait à l'ajustement de l'économie canadienne (p. 106). Fondé sur l'idéal de l'égalité démocratique, ce centralisme compulsif aurait été édifié dans le but de redistribuer le plus de ressources possibles entre les régions du pays (p. 109). Cette philosophie serait dépassée. Il est souhaité une réduction substantielle de la taille de l'État, une dévolution massive des programmes fédéraux vers le secteur privé, les entreprises à but non lucratif, les instances gouvernementales régionales et les citoyens (p. 111). Ce mouvement entraînerait l'accroissement des inégalités. Mais dans ce nouveau monde, la philosophie de l'égalitarisme doit faire place à une philosophie de négociation explicite des inégalités inacceptables (p. 112). L'ère de l'unité nationale doit céder le pas à celle de l'acceptation des différences entre les politiques sociales et culturelles des différentes parties du pays (p. 112). La concurrence entre les régions engendrera des niveaux différents de service. Afin que cette concurrence ne devienne trop destructrice et les inégalités trop criantes, l'État assurerait une coordination minimale (p. 113-114).

Les assises de la nouvelle socialité seraient celles de la société civile, cet ensemble d'institutions non gouvernementales faisant contrepoids à l'État, sans l'empêcher de jouer son rôle de gardien de la paix et d'arbitre (p. 118). Le leadership vertical ferait place à un leadership transversal où la conversation entre les chefs et la base serait menée dans un environnement marqué par de nouvelles valeurs comme l'écoute, le tact et la civilité (p. 122-123). C'est la démocratie qui refuserait de se cantonner dans l'électorat et le plébiscitaire et qui exigerait d'être éthique (p. 125-126).

Afin de refléter les caractéristiques de la société de demain, le nouveau mode de gouvernement devrait tenir compte de la variété, de la fragmentation, de l'incohérence des acteurs, d'un besoin de coordination entre eux, de la nécessité d'un bricolage permanent et d'une négociation continue pour qu'ils s'ajustent aux changements et qu'ils puissent se prendre en main afin d'éliminer les inégalités inacceptables (p. 130-131). Ce bricolage de solutions devrait émaner de la société civile (p. 132).

Mais dans un monde où tout est malléable, comment compter sur des engagements durables, s'interroge Paquet (p. 135). L'État aurait beau se faire précepteur et les politiciens éducateurs, il n'est pas assuré, comme le souligne l'auteur, que les nouvelles formes associatives pourront assumer les responsabilités sociales actuellement remplies par l'État (p. 136-137). Ce doute se renforce à l'énumération des catégories d'associations qui regroupent surtout des activités de loisir (p. 138). Selon l'auteur, on ne saurait

espérer que tâtonnements dans ce qu'il appelle « la dérive vers une société décente » (p. 146). Par ailleurs, notons que la politique de prix des pétrolières n'a rien de spectral, d'évanescent, d'accidentel ou de temporaire. Elle se situe à l'opposé de l'image de la société décrite par l'auteur. Probablement une des composantes de la société civile, l'Association des Banquiers canadiens a peu en commun avec un club de l'âge d'or ou une section locale des Alcooliques Anonymes. Les doutes de l'auteur sont compréhensibles.

L'auteur conclut en rappelant que c'est de l'engagement des citoyens que doit venir la source de gouvernance et que, de cette activité, devraient émerger les institutions civiques aptes à faire contrepoids à l'activité envahissante de l'État (p. 151). Il souhaite qu'on célèbre des entrepreneurs civiques comme Martin Luther King (p. 154). Il nous invite à penser de façon imaginative, « to scheme virtuously » (p. 156). Par exemple, il favorise la multiplication de nouveaux lieux de rencontre pour que se développe la nouvelle socialité, à l'école, dans les milieux de travail, au centre d'achat et même au Réno-Dépôt (p. 158). Pour l'auteur, le capital social se construit région par région, quartier par quartier, sans aide gouvernementale (p. 158-159).

Pour conclure, tous s'entendent sur l'importance d'une pensée créatrice, mais lorsque cette pensée engage la vie de nos concitoyens, il faut aussi qu'elle soit responsable. S'il est vrai que les institutions de la société civile ont été détruites par l'activité de l'État, il est difficile de croire que le regroupement des bricoleurs du magasin du coin pourra changer quelque chose à la politique de prix des géants de la quincaillerie. Sur les lieux de travail, rappelons qu'il existe des syndicats et que cette force a été la principale cause de l'amélioration générale des conditions de vie depuis un siècle.

Comme l'ouvrage de Migué, le livre de Paquet confirme les pires appréhensions des milieux syndicaux et d'action communautaire. Si les travailleurs tiennent à conserver leurs acquis, ils devront exiger de leurs représentants syndicaux qu'ils adoptent une vision mondiale de leur action, la création de syndicats internationaux capables de résister à des entreprises qui n'ont rien d'évanescences ou de spectrales. Si les citoyens tiennent à un minimum de sécurité sociale, ils devront, ailleurs qu'au Réno-Dépôt, faire les pressions qui s'imposent pour que leurs gouvernements négocient au niveau international les éléments d'une politique sociale qui assurent le minimum, une vie décente. Rappelons qu'en démocratie, cette action passe par les partis politiques, le processus électoral et l'activité législative.

Gilles Piédalue

Chercheur, Université du Québec à Montréal